

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

septembre 2009

globule rouge

INFO

UNE GRANDE FÊTE porteuse d'espoir



La participation à l'édition 2009 de la Fête de l'Humanité a été remarquable. Elle a été vraie pour les concerts, mais aussi pour les différents débats et rencontres.

Pour ce qui concerne les initiatives tenues par notre commission, ce fut aussi le cas.

Plus de 60 participants lors de la rencontre très intéressante avec les Sanofi le vendredi, plus de 200 personnes lors du débat sur *Financement de la protection sociale* avec Jacqueline Fraysse le samedi à 15 heures, 80 pour le rendez-vous des luttes et des succès le dimanche à midi.

Nous avons diffusé, lors des différentes rencontres, plus de 3500 exemplaires du *Globule rouge info spécial Fête* et un millier du numéro spécial *Psychiatrie*.

Nous sommes maintenant dans la phase de préparation des mobilisations indispensables contre les aspects dange-

reux du futur PLFSS 2010. Ce projet de loi de financement de la Sécurité sociale va être l'étape supplémentaire des attaques des derniers mois.

Nous allons co-organiser, avec les groupes dans les deux assemblées du Parlement, une rencontre des acteurs de la protection sociale. Les attaques porteront sans nul doute sur le système de santé, sur le niveau de remboursement des médicaments, sur le « reste à charge » pour les familles, sur la retraite. La résistance devra donc être multiforme et déterminée.

Nous tiendrons la réunion de la commission le 17 octobre à partir de 9 h 30 au CN. Elle nous permettra de faire le point sur le dossier du financement de la protection sociale et sur la préparation de

l'atelier national prévu le 20 octobre à Villeurbanne sur une autre utilisation de l'argent.

Les camarades de Paris prépareront une casse croûte pour permettre de tenir la réunion de la commission jusqu'à 13 h 30 et permettre de participer à la manifestation nationale pour les droits des femmes l'après-midi.



la
prochaine
réunion de
la commission
Santé/protection sociale
aura lieu le
samedi 17 octobre
à partir de 9 h 30
au CN
avec la participation de
Guy Fischer, sénateur
merci de confirmer la participation
sante@pcf.fr

Simone Fayaud, Jean-Luc Gibelin
animateurs de la commission
Santé/protection sociale

ET MAINTENANT

où va-t-on ?

À l'initiative de la commission Santé/protection sociale, le Forum social de la Fête de l'Humanité a accueilli le **Carrefour des luttes pour la santé**, original, riche, informatif et mobilisateur. Ce rendez-vous très utile après le vote de la loi *Hôpital, patient, santé, territoire* en a montré la nocivité et appelé à en combattre l'application.

Le débat a dénoncé la détérioration des soins pour les patients et la souffrance des personnels de santé au travail. L'organisation sanitaire mise en place pour accroître les profits capitalistes. L'accroissement des dépassements d'honoraires médicaux non remboursés par la sécu, la diminution du nombre de médecins et le développement des inégalités sur tout le territoire, le recours aux médecins étrangers sous payés et précarisés. La contractualisation des médecins dans le service public, la tarification hospitalière

à l'activité qui favorise le privé à but lucratif positionné sur les secteurs rentables. C'est le service public et le service privé à but non lucratif qui sont menacés de fermeture, C'est la difficulté pour les malades d'accéder aux soins à cause de leurs coûts et de la disparition de la proximité.

Le collectif *La nuit sécuritaire* a pointé les dangers des réformes qui touchent la psychiatrie et leur actualité lorsque l'on débat des questions de santé. Jean-Luc Gibelin a montré qu'une autre politique est possible, rappelé les propositions du PCF concernant la psychiatrie et celles d'un nouveau financement de la sécu en dégageant tout de suite 71 milliards d'euros permettant de « combler le trou » et de répondre aux besoins nouveaux. Dans la salle, on a dit avec force que la santé n'est pas une charge mais un élément d'enrichissement et de croissance. Le Pr. Grimaldi, après avoir analysé les projets du pouvoir, a insisté sur la nécessité de développer les consciences pour des actions majoritaires et victorieuses. Comme celle de Die.

Et maintenant, si ce débat s'étendait à tout le pays ?

Marcel Touati



les invités et témoins

Pr. Grimaldi pour le MDHP
 Michel Antony, *Coordination de défense des hôpitaux et maternités de proximité*
 le collectif *La nuit sécuritaire*
 Guy Fischer, sénateur communiste
 Les trois grands témoins étaient Nadine Prigent pour la CGT
 Pierre Paresys pour l'USP et la secrétaire de Sud-Santé
 débat animé par Jean-Luc Gibelin

BUREAU DE PRESSE DU PCF communiqués

10 septembre 2009

La crise de financement de la protection sociale apparaît au grand jour : il manque 21 milliards en 2009 et on annonce 30 milliards en 2010. Elle est la conséquence de la crise économique et de la crise financière qui s'abat sur toutes les nations. Elle est un des volets de la crise systémique du capitalisme. Ce ne sont pas les dépenses qui ont augmenté, ce sont les recettes qui ont chuté de façon dramatique. Depuis des années les gouvernements successifs ont refusé de répondre aux besoins de financement de la Sécurité sociale en agissant uniquement sur les dépenses et en creusant les inégalités sociales de santé. Aujourd'hui, nous voyons l'impasse dans lequel nous ont conduit ces politiques. Le chômage qui galope, les usines qui ferment, la récession, la spéculation financière appellent à des mesures de redressement équitables, durables et de nature à répondre réellement aux besoins des populations. Les déremboursements de médicaments et l'augmentation du forfait hospitalier que le gouvernement propose, aggraveront la situation des malades et freineront l'accès aux soins.

Nous proposons que soient examinées la mise en place de cotisations sur les revenus purement financiers des entreprises qui aujourd'hui ne contribuent en rien aux cotisations sociales. Une cotisation basée sur les montants des cotisations patronales actuelles rapporterait 71,7 milliards d'euros. Ainsi sur une base de revenus financiers 2008 de 268,3 milliards d'euros, nous dégageons :

- 35,1 milliards pour la maladie (au taux de 13,1%)
- 22,2 milliards pour la retraite (au taux de 8,3%)
- 14,4 milliards pour la famille (au taux de 5,4%)

Ceci dégage de quoi compenser le déficit de la protection sociale globale et de quoi mener une politique sociale active. Cela contribue dans le même temps à réorienter l'activité économique vers la production de richesses réelles non spéculatives.

le débat DE LA FÉDÉRATION DE PARIS

La question de l'accès aux soins à Paris pour les plus pauvres et les populations intermédiaires est un sujet qui nous préoccupe tous, elle a fait donc l'objet d'un débat, au stand de la fédération de Paris, pendant la Fête, avec Nathalie Marchand, Alain Lhostis, Eric May, animé par Michel Katchadourian.

La restructuration de l'AP-HP, l'amplitude des conséquences de la T2A, la privatisation de pan entier de l'offre de soins, les répercussions sur la médecine ambulatoire, et tout particulièrement sur les centres de santé en région parisienne, la problématique de la santé publique découplée des collectivités, les franchises, déremboursements des médicaments, etc., les gens sont vraiment inquiets ! Morceaux choisis.

Alain Lhostis : « L'Île-de-France n'est pas épargnée par la crise de la démographie médicale qui frappe l'Hexagone. [...] À Paris, la faible densité de médecins généralistes et de spécialistes, les dépassements d'honoraires dans de nombreux quartiers populaires conduit une partie importante de la population à s'adresser à l'hôpital en première intention. [...] Refusons le recul de nos droits et des services publics. »

Nathalie Marchand : « Tout cela a été réalisé malgré les protestations répétées des professionnels de la santé,



la tribune de cette rencontre

des associations de malades, de la population. [...] En faisant payer plus cher les usagers, le reste à charge, l'accès aux soins, à la prévention, aux dépistages vont être encore plus compliqués pour tous ! »

Dr Eric May : « Il faut renforcer l'offre médicale en ville, mieux l'organiser pour assurer la permanence des soins. [...] La disparition des centres de santé à Paris et ailleurs est dramatique, dans un moment où l'accès aux soins à la prévention, aux dépistages devient de plus en plus difficile ! »

Le mot de la fin : « **Tous ensemble, on continue à défendre la sécu et l'hôpital public !** »

Michel

parole d'élus

aide à la personne nouveau territoire de lutte



par **Patrice Bessac**
conseiller régional
d'Île-de-France

L'aide à la personne, c'est-à-dire l'aide aux personnes en situation de handicap, aux personnes âgées ou atteintes d'une affection de longue durée, est présenté comme le nouvel eldorado de l'emploi. Et c'est vrai. Ce secteur verra le nombre de ses salarié-e-s continuer à croître fortement dans la prochaine décennie. La raison principale est simple : l'allongement de la durée de la vie.

L'avenir de ce secteur donne lieu à des discours aussi enthousiastes que creux. Derrière le rideau des bons sentiments, une réalité se cache : brutale pour les salariés et pour les usagers. Analysons les conditions de ce secteur.

Premièrement, une main d'œuvre le plus souvent sans qualifications, principalement des immigrées de fraîche date, féminine, souvent en situation monoparentale. Employées à temps partiel avec des horaires décalées, le tout payé au ras des paquerettes.

Deuxièmement, les conditions de financement. Le financement des services provient de plusieurs sources : l'allocation d'autonomie APA financée par les Conseils généraux avec une enveloppe notablement insuffisante, la défiscalisation partielle de ces services, enfin l'apport des personnes et des collectivités. En clair, c'est la jungle. Les publics "solvables" paient, les autres sont priés de se contenter du minimum assuré par l'APA.

Troisièmement, l'organisation "industrielle" du secteur. Libéralisé, ce secteur se partage entre un petit nombre de services en régie directe, coûteux pour les collectivités, des associations et des entreprises. Je ne vous fais pas de dessin. Comme sur n'importe quel marché, la concurrence se fait sur les publics solvables et la taille des structures. Ainsi les associations et les entreprises sont poussées à grandir, éliminer leurs concurrents, à produire les fameux "service d'aide à la personne" à un coût "concurrentiel".

Résumons le propos. Des centaines de milliers de salariés sont concernés. Peu présents dans les syndicats et les partis, il sont un sous-prolétariat invisible dans le débat public. Des millions d'usagers sont concernés, dont une partie ne peut pas financer son accès à un niveau de service suffisant pour de bonnes conditions de vie. En bref, si les services d'aide à la personne sont l'un des nouveaux territoires du libéralisme, ils sont aussi un nouveau territoire de lutte et de projet dont la seule option juste socialement, c'est à dire pour les salariés et pour les personnes, est le service public.

À l'heure où s'engage la préparation des élections régionales, l'aide à la personne doit quitter le terrain gnan-gnan des bons sentiments consensuels pour entrer sur le terrain politique.

LA FIÈVRE MONTE à Villejuif

SARKOZY SECOUÉ À L'HÔPITAL PAUL-BROUSSE

Le chef de l'État a essuyé la colère de manifestants venus défendre un service public de santé.

Les communistes l'avaient dit : nous mettrons tout en œuvre pour faire échec à la mise en place de la Loi HPST. Aussi, quand Sarkozy a décidé de venir à l'Hôpital P.Brousse de Villejuif pour saluer la 2500ème greffe du foie, dans ce service public hépatobiliaire que seule la lutte a imposé, il y a quelques années, les élus et les militants communistes de Villejuif, comme ceux du 94, ont eu une grande colère.

C'est donc très rapidement que nous avons proposé de tenir le jour même un rassemblement pour l'accueillir à la mesure de sa provocation.

C'est donc à plus de 200 à l'intérieur et 500 devant les grilles de l'Hôpital, mais privé de son par les forces de police, que nous avons manifesté notre opposition à la politique du chef de l'État, qui a néanmoins du entendre la voix des syndicalistes en lutte, la secrétaire générale de l'USAP CGT, Rosemay Rousseau, celle des usagers avec leur collectifs présents, en présence d'élus de toute la gauche.



Avec le maire communiste, Claudine Cordillot et Gilles Delbos, représentant du président du conseil général, la fédération du PCF a rappelé sa détermination à défendre le service public. Les communistes du 94 ont insisté sur la cohérence de la stratégie gouvernementale, s'en prenant plus fondamentalement à notre système de santé solidaire, alors que des solutions existent pour le maintenir et le développer, comme notre proposition de taxation des revenus financiers. Le fait que Sarkozy ait dû réagir devant ce qu'il a appelé la « polémique » et « sur sa peine face à cette incompréhension » témoigne de l'impact de notre action comme du cynisme du personnage.

Comme l'a dit l'Huma du 19/09, le vote de la Loi Bachelot n'a pas désarmé les défenseurs de l'Hôpital public.

Fabien Cohen

les cocos dans les collectifs locaux

PSYCHIATRIE EN DANGER

les dérives du tout sécuritaire

C'était le thème du débat sur le stand de la *Coordination des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité*, avec le Dr Paresys, USP; le Dr Martin, collectif *Politique de la peur*; Nicole Borvo, sénatrice communiste; S. Klopp, collectif *39 La nuit sécuritaire*.

Le débat est parti du discours de Sarkozy du 2/12/08, qui ordonne à la psychiatrie de délaisser le champ du soin pour se centrer sur le contrôle social.

Il y a nécessité de continuer l'action contre la loi HPST. Particulièrement l'instrumentalisation des soignants par l'administration et l'éviction de ceux qui oseraient s'y opposer. C'est ce qui risque d'arriver au Dr Paresys, qui s'est vu refuser le renouvellement de sa chefferie par son direc-

teur et l'ARH (et non par le ministère !), parce qu'il s'était opposé à l'ARH !

De multiples témoignages ont révélé que les dérives sécuritaires étaient déjà largement à l'œuvre dans nos services : multiplication des mises en chambre d'isolement (de plus en plus accompagnées de contention systématique au lit) souvent punitives, alors que la sécurité du patient ou des soignants ne le nécessite pas !...

En conclusion, nous avons estimé que face aux projets de loi à venir pour la psychiatrie, il y a intérêt à prendre l'initiative, sans attendre une nouvelle campagne médiatique détournant un fait divers. Cela nécessite de construire des convergences entre les champs des collectifs, du politique et du syndical, et des convergences entre la psychiatrie et le reste de la Santé.

Serge Klopp